



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen - CS 50551
POLYGONE – bâtiment GH
57036 Metz
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 24 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées Visite d'inspection du 2 juillet 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France – cadre
Établissement de Carling
BP 90290
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_TEPF_Cadre_2024-09-19_RAPVI_GPI_JHM_00450
Code AIOT : 0006207102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 juillet 2024 dans l'établissement TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) implanté Établissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 7 mai 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TotalEnergies Petrochemicals France
- Établissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006207102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold. A ce titre, elle produit des granulés de plastiques industriels, appelés dans la suite du rapport GPI.

Cet établissement est classé Seveso Seuil Haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures (RW et RC4) et de polymères (PE, PS et PPC), ainsi que des installations communes comprenant des installations de stockage et de distribution de matières premières.

Les ateliers de TEPF sur la plateforme de Carling/Saint-Avold concernés par le décret GPI sont les ateliers PE, PS, PPC et RW.

Selon les données fournies par l'exploitant, les dimensions moyennes des GPI varient de 0,8 à 4 mm. En 2023, les ateliers PE, PS, PPC et RW ont produit respectivement 53 605, 175 951, 24 645 et 9 151 tonnes de GPI.

La visite du 2 juillet 2024 porte sur l'ensemble des ateliers du site situé sur la plateforme de Carling/Saint-Avold et plus particulièrement sur les ateliers PE et PS.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention GPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Procédures de	Code de l'environnement du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	prévention de dispersion de granulés de plastiques	16/04/2021, article D. 541-362 (partiel)	l'exploitant	
3	Procédures de confinement et de récupération des granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant Demande d'action corrective	1 mois
4	Procédures d'inventaire et de maintenance des équipements de prévention	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant Demande d'action corrective	1 mois
6	Rapport d'incident concernant le déversement de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 2 juillet 2024 sur la thématique des granulés de plastiques industriels (GPI) a été effectuée principalement dans deux des quatre ateliers de production de GPI : atelier PE et atelier PS.

L'inspection des installations classées a notamment relevé des investissements notables réalisés par l'exploitant dans la gestion des GPI. Bien que ces démarches soient toujours en cours pour équiper l'ensemble du site, il a été observé sur place que l'installation et l'entretien des dispositifs de prévention déjà présents nécessitent des améliorations et des actions correctives (cf. points de contrôle n°3 et 4).

Par ailleurs, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées plusieurs justificatifs relatifs aux GPI (cf. points de contrôle n°1, 2, 3 et 4).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : « Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels

sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement.
Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement.
Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.
Nota : Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021. »

Constats :

Les constats réalisés sur le terrain ont concerné uniquement les ateliers PS et PE.

L'inspection des installations classées a constaté, sur la base des plans fournis par l'exploitant, que l'ensemble des ateliers de TEPF est raccordé au réseau d'égouts de la plateforme chimique de Carling/Saint-Avoid. Ce réseau unitaire collecte à la fois les eaux pluviales et les eaux industrielles.

Une partie des effluents de TEPF est acheminée par des conduites ovoïdes jusqu'à la Station de Traitement Final (STF) des eaux, exploitée par l'entreprise Arkema. L'autre partie des effluents, en provenance des ateliers RW, PS et RC4, est d'abord dirigée vers une station biologique exploitée également par Arkema, avant de rejoindre, en aval, le même circuit de conduites ovoïdes pour être transportée vers la STF.

TEPF dispose d'une convention de rejets autorisant l'évacuation de ses effluents vers ces 2 stations. Lors de la visite, l'exploitant a précisé que cet accord prévoit que, si des GPI sont détectés à l'entrée de la STF, les effluents seront redirigés vers des bassins de stockage appartenant à Arkema. Dans ce cas, TEPF sera responsable du nettoyage de ces bassins et de l'élimination des effluents concernés.

Par sondage, l'inspection des installations classées a constaté dans les ateliers PE et PS que certains avaloirs pour les eaux pluviales étaient équipés de grilles perforées, permettant de retenir les GPI et d'éviter leur dispersion dans le réseau. En revanche, d'autres avaloirs, situés dans des zones susceptibles d'être affectées par la dispersion des GPI, ne sont pas équipés de tels dispositifs.

De plus, à l'extérieur de l'atelier PE, près des bordures du site, il a été observé que le grillage installé pour retenir les GPI n'était pas correctement positionné ni fixé. La partie inférieure du grillage n'était pas scellée, ce qui ne permet pas de retenir les granulés.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que la mise en place des dispositifs prévenant la dispersion de GPI est encore en cours, notamment en ce qui concerne l'installation des protections au-dessus des avaloirs pour les eaux pluviales ainsi que l'ajout d'un sabot pour sceller le grillage à l'atelier PE.

Sur la zone de l'atelier PE, les eaux pluviales sont collectées et dirigées vers un bassin de décantation équipé d'un dispositif de tapis roulant qui transporte les GPI du bassin vers une benne. L'inspection des installations classées a constaté que la benne de stockage des GPI récupérés n'est pas étanche. Cette benne est située sur une surface bétonnée, un avaloir connecté au réseau d'eaux pluviales et équipé de grilles perforées (cf. point de contrôle n°4).

Par mail du 4 juillet 2024, l'inspection des installations classées a demandé les fiches techniques des dispositifs de prévention (bassin de décantation et grilles mise en place au niveau des avaloirs pour l'atelier PE et PS) afin de justifier du dimensionnement des équipements au regard des GPI fabriqués sur le site. Il a également été demandé de justifier du dimensionnement des dégrilleurs en entrée de la STF.

Par courriel du 31 juillet 2024, l'exploitant s'est engagé à les transmettre dès que possible. À ce jour, ces documents n'ont pas été transmis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection des installations classées, dans un délai d'un

mois : <ul style="list-style-type: none"> les fiches techniques ou tout autre document permettant de justifier du dimensionnement des systèmes de récupération des GPI et des grilles installées sur les avaloirs des ateliers PS et PE ; le plan d'action relatif à l'installation de tous les dispositifs de prévention de perte de GPI, accompagné d'un échéancier de réalisation ; la fiche technique ou tout autre document permettant de justifier du dimensionnement des mailles du dégrilleur en entrée de la STF gérée par Arkema.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <p>a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;</p> <p>b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;</p> <p>[...]</p> <p>f) [...] sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;</p> <p>g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</p> <p>Nota : Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées la procédure générale TEPF-PGE-87 du 5 décembre 2023, visant à prévenir la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.</p> <p>Il a également indiqué que chaque atelier concerné par le décret GPI dispose de sa propre procédure. Par mail du 4 juillet 2024, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de lui transmettre ces procédures. À ce jour, ces documents n'ont pas été transmis.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que la procédure générale susmentionnée précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> les zones au sein des quatre ateliers où des granulés pourraient être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; que les produits finis sont conditionnés et stockés sur site en attendant leur exportation, avec un délai maximal de stockage pouvant atteindre six mois ; les modalités de contrôle interne des procédures. <p>Dans certains ateliers, des entreprises externes sont responsables des opérations d'ensachage des produits. L'exploitant a précisé que ces prestataires disposent de leurs propres procédures. Par mail du 4 juillet 2024, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de lui transmettre ces procédures. Par courriel du 31 juillet 2024, l'exploitant s'est engagé à les transmettre dès que possible. À ce jour, ces documents n'ont pas été transmis.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite et par sondage que des affiches de prévention et de sensibilisation aux pertes de GPI sont disposées dans les ateliers visités. Les procédures sont contrôlées et mises à jour, selon la procédure générale susmentionnée et présentée le jour de la visite par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir, à l'inspection des installations classées, dans un délai d'un</p>

mois, les procédures GPI spécifiques aux ateliers PE, PS, PPC et RW.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Procédures de confinement et de récupération des granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : « Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à : [...] c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; [...] »
Constats : L'inspection des installations classées a constaté la présence de granulés de plastiques industriels dispersés au sol sur la pelouse autour du bassin de décantation des eaux pluviales de l'atelier PS situé en amont de la STF gérée par Arkema. D'après les déclarations de l'exploitant, cette situation résulte d'une fuite survenue lors des opérations de nettoyage de ce bassin, réalisées par un prestataire externe en octobre 2023. Le jour de la visite, l'exploitant s'est engagé à nettoyer la zone. Les procédures et modes opératoires relatifs au nettoyage du bassin de l'atelier PS demandés par mail le 4 juillet 2024, n'ont pas été fournis à ce jour. Par courriel du 31 juillet 2024, l'exploitant s'est engagé à les transmettre dès que possible.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"> transmettre la procédure de nettoyage du bassin de décantation des eaux pluviales de l'atelier PS et de s'assurer qu'elle prévoit les mesures afin d'éviter les débordements des bennes de récupération ; procéder au nettoyage de la zone concernée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant + Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Procédures d'inventaire et de maintenance des équipements de prévention

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : « Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à : [...] e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; [...] »
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté sur le terrain que, dans la zone entourant le décanteur final de l'atelier PE, situé sur une surface bétonnée, un avaloir connecté au réseau d'eaux pluviales et équipé de grilles perforées était mal entretenu. La présence de terre obstruant l'avaloir compromet le bon fonctionnement de cet équipement. Le jour de la visite, l'exploitant s'est engagé à nettoyer la zone.

Les procédures et modes opératoires relatifs à l'entretien et au nettoyage des décanteurs et des systèmes de récupération des GPI au niveau des réseaux des eaux pluviales ont été demandées par mail le 4 juillet 2024. Par courriel du 31 juillet 2024, l'exploitant s'est engagé à les transmettre dès que possible. Elles n'ont pas été fournies à ce jour
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"> procéder au nettoyage des équipements situés autour de la zone du décanteur final de l'atelier PE située en amont de la STF gérée par Arkema transmettre les procédures de maintenance des équipements de prévention des pertes de GPI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective + Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : « Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. [...] Nota : Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022. »
Constats : Le site TEPF de Saint-Avoid a procédé à l'audit conformément au décret GPI, lequel a conclu à la conformité des installations. Le rapport d'audit a été délivré le 13 avril 2024 par la société APAVE. Par ailleurs, le site est certifié OCS depuis le 5 janvier 2024, certification délivrée par le Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE). Cette certification volontaire, dénommée Opération Clean Sweep Europe, vise à prévenir les pertes de particules plastiques dans l'environnement. Les deux certificats sont disponibles sur le site internet de TotalEnergies Polymers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rapport d'incident concernant le déversement de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Prescription contrôlée : « L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu

<p>de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'un incident de dispersion de GPI par le réseau d'égouts (ovoïdes), avec notamment des GPI retrouvés au niveau de la station de traitement final (STF) exploitée par Arkema. Cet incident a eu lieu entre le 24 et le 30 juin 2024. Selon l'exploitant, cet incident est lié à l'historique : des GPI présents dans le réseau avant l'application des mesures de prévention stagnent dans l'ovoïde, et lorsqu'il pleut, l'écoulement décroche ces granulés incrustés et les entraîne jusqu'à la STF d'Arkema.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas encore reçu de déclaration d'incident de la part de l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection des installations classées, dans un délai d'un mois, le rapport d'incident relatif à cet événement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>